

Baromètre de la perception de l'alimentation Synthèse des résultats

A la demande du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'institut BVA a conduit du 25 avril au 4 mai 2006, une étude auprès d'un échantillon national représentatif de la population française. Au total, 1025 personnes âgées de 15 ans et plus ont été interrogées en face à face à leur domicile.

Cette étude visait tout à la fois à :

- mieux connaître les habitudes alimentaires des Français ;
- appréhender la manière dont ces derniers perçoivent, d'une part, les relations entre l'alimentation et la santé, et, d'autre part, la qualité des produits alimentaires ;
- explorer le regard que le public porte sur les risques alimentaires et les crises sanitaires.

Partie 1 – Les habitudes alimentaires des Français

Les habitudes d'achats en matière d'alimentation

Pour leurs achats alimentaires, les Français privilégient les grandes surfaces et sélectionnent les lieux dans lesquels ils s'approvisionnent en fonction de la qualité des produits vendus, des prix pratiqués et de la situation géographique.

Chaque semaine, les Français consacrent en moyenne 64,30 euros par unité de consommation (UC) aux dépenses alimentaires.

Plus de la moitié des Français ont ainsi un budget dédié à l'alimentation compris entre 30 et 74 euros (plus précisément 24% dépensent 30 à 49 euros par UC et 31% dépensent 50 à 74 euros par UC). Précisons, par ailleurs, que 7% des foyers dépensent moins de 30 euros par semaine et par UC, soit moins de 4,29 euros par jour.

La qualité des produits vendus, le prix et la proximité géographique sont les 3 critères qui interviennent le plus dans le choix d'un lieu d'approvisionnement.

La qualité des produits vendus est le critère le plus déterminant dans le choix d'un lieu d'approvisionnement pour 32% des Français (et, au total, 9 Français sur 10 classent ce critère parmi les 4 critères qui déterminent le plus le choix d'un lieu d'approvisionnement).

Le prix, quant à lui, est le critère le plus déterminant pour 29% des Français (8 sur 10 le classent parmi les 4 critères les plus importants).

Vient ensuite la proximité du lieu d'achat, citée par 25% des Français comme le tout 1^{er} critère de sélection d'un lieu d'approvisionnement (6 personnes sur 10 le classent parmi les 4 critères les plus déterminants).

Au-delà de ces tendances d'ensemble, il est intéressant de constater que la prépondérance de chacun de ces critères varie fortement selon l'âge des Français. Ainsi, c'est parmi les 35-64 ans que la qualité des produits vendus a le plus d'importance (34% des 35-49 ans et 40% des 50-64 ans en font leur 1^{er} critère de choix contre 23% des 15-24 ans). C'est parmi les plus jeunes que le critère de prix prend le plus d'importance (il s'agit du 1^{er} critère de choix d'un lieu d'approvisionnement pour 44% des 15-24 ans et pour 34% des 25-34 ans). Les plus âgés, enfin, privilégient avant tout la situation géographique (32% font de ce critère leur 1^{er} critère de choix).

Sans surprise, en outre, le prix prend d'autant plus d'importance que le revenu du foyer par UC est réduit (16% des personnes vivant au sein d'un foyer dont le revenu par UC dépasse les 2000 euros font de ce critère leur tout 1^{er} critère de choix, contre 39% des personnes dont le revenu par UC du foyer est inférieur à 750 euros).

Pour leurs achats alimentaires, les trois quarts des Français s'approvisionnent le plus souvent dans les grandes surfaces (supermarchés / hypermarchés), et cela quels que soient leur profil socio-démographique, leur zone d'habitation, leur niveau de diplôme ou leur niveau de revenus. Les petits commerces, les magasins de hard discount et les marchés ne sont donc, pour une très large majorité de la population, que des lieux d'approvisionnement complémentaires.

Quant au recours à Internet, il reste une pratique encore tout à fait marginale (98% des Français n'effectuent jamais leurs courses d'alimentation via Internet). Cette constatation est générale quel que soit le profil des personnes interrogées, même si la percée de ce nouveau canal de distribution se fait légèrement plus sentir parmi les jeunes actifs vivant en milieu urbain (et plus encore parmi les personnes habitant dans l'agglomération parisienne).

Les repas pris hors domicile

Les Français prennent couramment des repas hors de chez eux, le plus souvent à l'occasion de sorties.

65% des Français prennent au moins une fois par semaine un repas hors de leur domicile. Cette proportion atteint son maximum parmi les plus jeunes (92% des 15-24 ans contre seulement 38% des 65 ans et plus) et parmi les revenus les plus élevés (55% des personnes dont le foyer dispose d'un revenu par unité de consommation inférieur à 750 euros prennent un repas hors de leur domicile au moins 1 fois par semaine contre 76% des personnes vivant au sein d'un foyer dont le revenu par unité de consommation est supérieur à 2000 euros).

Le plus souvent, lorsqu'ils prennent un repas hors de leur domicile, ils le prennent soit chez des amis, de la famille, des proches (90%) soit au restaurant (79%).

Notons que la prise des repas dans une sandwicherie ou un snack est surtout le fait des plus jeunes. Seuls 49% des Français prennent des repas dans ce type de lieu ; et, si la fréquentation des snacks est une pratique courante parmi les moins de 35 ans (il arrive à 87% des 15-24 et à 72% des 25-34 ans de prendre des repas dans ce type de lieu), elle devient tout à fait marginale parmi les 65 ans et plus (13%).

L'opinion des Français quant aux enjeux liés à l'alimentation

Les Français reconnaissent à l'alimentation des enjeux liés tout à la fois à :

- **l'économie** (84% considèrent que l'alimentation constitue un enjeu important pour l'emploi et 74% pour les exportations) ;
- **à la maîtrise des dépenses de santé** (ils sont 83% à considérer que l'alimentation constitue un enjeu important pour la maîtrise des dépenses de santé) ;
- **à la culture** (77% font un lien entre l'alimentation et la préservation du patrimoine culturel) ;
- **à l'éducation** (91% des personnes ayant un enfant de moins de 15 ans au foyer estiment que l'alimentation constitue un enjeu important pour l'éducation des enfants).

Ces enjeux sont reconnus de manière univoque dans les différentes catégories démographiques, sociales et culturelles de la population.

Partie 2 – La perception des Français sur les relations entre alimentation et santé, d'une part, et sur la qualité alimentaire, d'autre part**L'alimentation et la santé**

Les Français ont une conception hédoniste de l'alimentation. A leurs yeux, une alimentation saine est avant tout une alimentation variée et équilibrée, bien plus qu'une alimentation basée sur la restriction.

Les Français déclarent avoir l'habitude de faire des repas composés de plusieurs plats ainsi que de produits variés et reconnus pour leurs qualités nutritionnelles.

Pour s'informer sur ce qu'est une alimentation saine, le grand public fait tout particulièrement confiance aux professionnels de la santé.

Enfin, bien que les Français aient globalement du mal à identifier clairement les diverses actions menées par le Ministère de l'Agriculture en matière d'alimentation, ils se montrent satisfaits de l'action menée par ce dernier afin d'assurer la qualité des aliments.

Pour deux tiers des Français l'alimentation doit avant tout être un plaisir, plutôt qu'un moyen de prévenir les problèmes de santé.

Les hommes considèrent davantage que les femmes l'alimentation comme un plaisir (65% contre 60% des femmes).

Par ailleurs, les personnes diplômées du supérieur ont une conception de l'alimentation plus hédoniste encore que les autres (pour 71% des personnes ayant au moins le baccalauréat l'alimentation doit avant tout être un plaisir, contre 57% des personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat).

La notion de plaisir revêt d'autant plus d'importance que le niveau de revenus du foyer est élevé : 65% des personnes vivant dans un foyer dont les revenus mensuels par unité de consommation sont supérieurs à 1500 euros considèrent que l'alimentation doit avant tout être un plaisir contre 58% des personnes vivant dans un foyer dont les revenus par unité de consommation sont inférieurs à 750 euros.

Enfin, on constate que la relation entretenue avec l'alimentation varie fortement selon l'âge. Ainsi, plus ils sont âgés, plus les Français considèrent que l'alimentation doit être avant tout un moyen de prévenir les problèmes de santé (la moitié des 65 ans et plus se rallient à cette opinion contre moins de 3 personnes sur 10 parmi les 15-24 ans).

Notons, par ailleurs, que 15% des Français suivent un régime alimentaire particulier, dans la plupart des cas pour des raisons médicales (68% des personnes suivant un régime alimentaire particulier le font en raison soit d'une maladie chronique, soit d'un état de santé passager soit d'une allergie alimentaire). C'est parmi les plus âgés (27% des 65 ans et plus suivent un régime alimentaire contre seulement 3% des 15-24 ans) et parmi les femmes (18% contre 11% des hommes) que la part de personnes suivant un régime alimentaire particulier est la plus élevée. Par ailleurs, la

part des personnes suivant un régime alimentaire particulier atteint son maximum parmi les Français ayant les niveaux de vie les plus élevés : 23% des personnes vivant dans un foyer dont le revenu par unité de consommation est supérieur à 2000 euros suivent un régime alimentaire spécifique contre seulement 9% des personnes appartenant à un foyer dont le revenu par unité de consommation est inférieur à 750 euros.

Diversifier son alimentation est, aux yeux de la population, le tout 1^{er} moyen de prévenir les problèmes de santé.

Ainsi, 39% des Français estiment que, pour prévenir les problèmes de santé il faut avant tout « manger varié et de tout ».

Cette idée est particulièrement soutenue par les plus jeunes (48% des moins de 35 ans contre 30% des 65 ans et plus) et les plus diplômés (46% des personnes ayant au moins le baccalauréat contre 34% des personnes ayant un niveau inférieur au baccalauréat).

Autre moyen, aux yeux des Français, pour prévenir les problèmes de santé : consommer régulièrement des produits reconnus pour leurs qualités nutritionnelles.

De cette façon, 18% des Français considèrent que, pour prévenir les problèmes de santé, il faut avant tout consommer régulièrement certains produits tels que des légumes, des poissons, des produits laitiers, des viandes. C'est parmi les 35-64 ans que cette idée est la plus répandue.

En revanche, l'intérêt de limiter sa consommation d'aliments est, lui, moins mis en avant.

En effet, seuls 16%, 7% et 6% des Français estiment respectivement que le meilleur moyen de prévenir les problèmes de santé est soit de « manger en quantités raisonnables, ne pas faire d'excès », soit de « ne pas grignoter entre les repas » soit de « limiter sa consommation de certains éléments comme le sel, les matières grasses, le sucre ».

En fait, le souci de limiter sa consommation d'aliments est davantage présent parmi les plus âgés (« manger en quantités raisonnables » est le premier moyen de prévenir les problèmes de santé pour 23% des 65 ans et plus contre 9% des 15-24 ans ; « limiter sa consommation de certains éléments » est le 1^{er} moyen de prévenir les problèmes de santé pour 10% des 65 ans et plus contre 5% des 15-24 ans).

Au cours du présent sondage, il a également été demandé aux Français de décrire les habitudes alimentaires qui sont les leurs. Il en ressort les principaux enseignements suivants :

- **Les Français s'attachent à faire des repas réguliers et le plus souvent composés de plusieurs plats**

Seuls 21% des personnes interrogées disent sauter fréquemment des repas.

Par ailleurs, dans leur très large majorité, les Français ont pour habitude de faire des repas composés de deux voire de trois plats (72% ont l'habitude de faire des repas composés d'un plat accompagné soit d'une entrée soit d'un dessert et 61% ont l'habitude de faire des repas composés d'une entrée, d'un plat et d'un dessert).

C'est parmi les hommes (65% contre 56% des femmes), les personnes les plus âgées, les ouvriers (61%), les professions intermédiaires (60%), les habitants du Bassin parisien (67%) et les habitants du Sud Ouest (68%) que l'habitude de faire des repas composés de 3 plats est la plus répandue. A l'inverse, une région se distingue par la faible importance de cette pratique : le Nord, où les habitants sont bien davantage habitués à faire des repas composés d'un seul et unique plat (dans la région Nord, 74% ont l'habitude de faire des repas composés d'un seul plat et seulement 30% ont l'habitude de faire des repas composés de 3 plats).

- **Les Français décrivent une alimentation équilibrée constituée de produits reconnus pour leurs qualités nutritionnelles**

Alors qu'ils estiment que la diversité de l'alimentation est le tout 1^{er} moyen de prévenir les problèmes de santé, les Français sont 93% à déclarer avoir l'habitude de « manger de tout, des aliments variés ». Par ailleurs, de même qu'il leur semble important de manger des aliments reconnus pour leurs qualités nutritionnelles afin de prévenir les problèmes de santé, 50% des Français déclarent « manger au moins 5 fruits ou légumes par jour ».

Notons que les plus âgés et les cadres supérieurs consomment davantage de fruits et légumes que les autres catégories de la population (65% des 65 ans et plus et 57% des cadres supérieurs ont pour habitude de manger au moins 5 fruits ou légumes par jour contre seulement 36% des 15-24 ans et des ouvriers).

- **Près de quatre Français sur dix « grignotent » entre les repas**

Cette pratique est davantage répandue chez les CSP – (43% des ouvriers et des employés ont pour habitude de grignoter entre les repas contre 28% des cadres supérieurs) et chez les plus jeunes (72% des 15-24 ans et 47% des 25-34 ans contre 21% des 50 ans et plus).

- **Deux Français sur dix déclarent avoir l'habitude de boire au moins 2 verres de boisson alcoolisée par jour**

C'est parmi les hommes (29% contre 8% des femmes), parmi les plus de 50 ans (29% contre 6% des 15-34 ans), parmi les habitants des régions du Sud Ouest (27%) et du Nord (24%) ainsi que parmi les personnes résidant dans les communes rurales (23%)

que la part des personnes ayant l'habitude de boire au moins 2 verres de boisson alcoolisée par jour est la plus élevée.

- **Près d'1 Français sur 3 a l'habitude de manger avec un plateau télé**

C'est parmi les plus jeunes (52% des 15-24 ans contre 17% des 65 ans et plus), parmi les CSP les plus modestes (40% des ouvriers contre 25% des cadres supérieurs), parmi les personnes vivant seules (41%) et parmi les habitants des grandes agglomérations que cette pratique est la plus répandue.

- **Enfin, la proportion de Français suivant des régimes particuliers, tels que, d'une part, les régimes suivis en fonction d'un rite religieux et, d'autre part, les régimes végétariens ou macrobiotiques, est faible**

Chacun de ces 2 types de pratiques ne concerne en effet respectivement que 11 et 5% de la population française.

Notons que la part des personnes s'attachant à respecter un rite religieux passe à 18% parmi les personnes ayant un parent ou un grand parent d'origine étrangère (contre 8% des personnes n'ayant pas de parent ou de grand-parent d'origine étrangère). Enfin, la proportion des personnes respectant un rite religieux atteint 51% parmi les personnes ayant au moins un parent ou un grand-parent originaire d'Afrique du Nord (contre seulement 5% des personnes ayant un parent ou un grand-parent originaire d'un pays d'Europe autre que la France).

Pour obtenir des informations fiables sur ce qu'est une alimentation saine, les Français font avant tout confiance au corps médical

Ainsi, 68% des Français classent les professionnels de santé (médecin, pharmacien, diététicien) parmi les 3 acteurs en qui ils ont le plus confiance pour obtenir des informations fiables sur ce qu'est une alimentation saine.

Viennent ensuite les associations de consommateurs citées par 46% des personnes interrogées. Puis, en 3^{ème} position, la famille et les amis cités par 34% des personnes interrogées.

Seuls 6% des personnes interrogées classent le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche parmi les 3 acteurs en qui ils ont le plus confiance pour obtenir des informations fiables sur ce type de problématique, une problématique qui semble à leurs yeux relever davantage du domaine de la santé (25% des Français classent les Ministères de la Santé et de l'Economie parmi les 3 acteurs en qui ils ont le plus confiance pour obtenir des informations fiables sur ce qu'est une alimentation saine).

Par ailleurs, au cours du présent sondage, il a été demandé aux Français d'évaluer l'action du Ministère sur des domaines d'intervention précis. Il en ressort les principaux enseignements suivants :

- **Les Français ont le sentiment que le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche veille à la qualité des aliments** (62% se disent satisfaits de l'action menée pour garantir la sécurité sanitaire des aliments et 52% sont satisfaits de l'action mise en œuvre afin d'améliorer la qualité nutritionnelle des produits alimentaires).
- **Ils ont également le sentiment que le Ministère travaille à la préservation du patrimoine culturel français** (60% sont satisfaits de l'action menée par le Ministère afin de valoriser les produits du terroir).
- **Néanmoins, en parallèle, la part des Français satisfaits de l'action menée par le Ministère pour encourager la consommation de produits alimentaires français tombe, elle, à 47%** (41% se déclarent non satisfaits). Les 25-64 ans se montrent plus critiques que les autres sur ce point (seuls 45% se disent satisfaits contre 52% des 15-24 ans et 51% des 65 ans et plus).
- **Les Français ne sont par ailleurs qu'une majorité relative (46%) à juger satisfaisante l'action menée par le Ministère pour favoriser la diversité des aliments.** Les CSP + sont ceux qui nourrissent le plus d'attentes en ce domaine : seuls 4 cadres supérieurs ou membres des professions intermédiaires sur 10 se disent satisfaits contre 5 employés et ouvriers sur 10.
- **Enfin, parmi les différents domaines testés, un domaine suscite davantage d'opinions négatives que d'opinions positives : il s'agit de l'action menée en faveur des produits issus de l'agriculture biologique** (44% des Français jugent l'action en ce domaine non satisfaisante contre seulement 41% de personnes qui la jugent satisfaisante). Les plus critiques sont, d'une part, les CSP + (5 cadres supérieurs et membres des professions intermédiaires sur 10 contre 4 employés et ouvriers sur 10 se disent insatisfaits) et, d'autre part, les 35-64 ans (5 personnes de 35-64 ans sur 10 non satisfaites contre 4 personnes sur 10 dans les autres catégories d'âge).

Nota : Les Français ont du mal à identifier clairement les champs de compétences du Ministère ainsi que les actions dans lesquelles ce dernier s'investit, comme le montre le niveau élevé des taux de non réponse obtenus pour chacun des domaines testés (les taux de non réponse varient de 11 à 18% selon les domaines).

Les critères d'évaluation de la qualité

L'étude réalisée a permis de constater que 3 critères sont particulièrement utiles aux yeux des Français pour évaluer la qualité d'un produit alimentaire (son goût, son apparence et son prix).

Par ailleurs, ces derniers jugent positivement l'évolution de l'offre alimentaire depuis 10 ans et le niveau de qualité des aliments produits en France.

Le goût, l'apparence et le prix d'un aliment sont, aux yeux des Français, les meilleurs indicateurs de la qualité d'un produit.

Pour évaluer la qualité d'un produit alimentaire, les Français prennent avant tout en compte le goût qu'avait le produit lors d'un achat antérieur (96% prennent « vraiment » voire « beaucoup en compte » ce critère de goût). Viennent juste derrière l'apparence de l'aliment et son prix (ces deux critères sont pris en compte par 81% des Français). Ce sont les CSP modestes (ouvriers : 87% et employés : 80%), les moins de 35 ans (87% des 15-24 ans et 82% des 25-34 ans) et les plus de 64 ans (83%) qui accordent le plus d'importance au prix.

Outre ces 3 critères prépondérants, les Français accordent également une forte importance aux informations institutionnelles présentes sur les produits. Ainsi, pour les $\frac{3}{4}$ des Français, les précisions relatives à la composition d'un produit, les informations sur son origine, l'indication d'une garantie de respect de l'environnement et du bien être animal ou encore la présence d'un label qualité sont autant d'éléments qui comptent dans l'évaluation de la qualité d'un produit.

Enfin, les Français ont le sentiment que la qualité des produits alimentaires varie selon les types de distributeurs (marché, commerce de proximité, grande distribution, hard discount). Ainsi, pour 67% des Français le type de distributeur compte dans l'évaluation de la qualité d'un produit. On constate, par ailleurs, que la marque est, pour 56% d'entre eux, un bon indice de qualité.

Globalement, les Français ont le sentiment que, en matière de produits alimentaires, la situation s'est améliorée au cours des 10 dernières années.

Les Français ont le sentiment que, depuis une dizaine d'années, la situation s'est tout particulièrement améliorée dans les domaines suivants :

- l'information (7 à 8 Français sur 10 estiment que l'information est meilleure aujourd'hui qu'il y a 10 ans en ce qui concerne la provenance des aliments, la composition des produits et leur apport nutritionnel) ;
- la sécurité sanitaire (pour 3 Français sur 4 les contrôles sur les produits ainsi que la sécurité sanitaire des aliments se sont améliorés) ;
- le choix des produits (78% des Français ont le sentiment qu'il existe une plus grande diversité des produits).

Un bémol doit néanmoins être signalé. Les Français se montrent critiques sur 2 aspects de l'offre alimentaire : le goût, d'une part, et les prix, d'autre part.

- concernant le goût des aliments, ils ne sont que 32% à juger l'évolution positive contre 27% à estimer que la situation s'est dégradée et 37% qu'elle n'a pas changé. Les plus diplômés sont plus critiques que les moins diplômés (seules 26% des personnes titulaires du baccalauréat contre 36% des personnes ayant un niveau inférieur au baccalauréat ont le sentiment que les choses se sont améliorées dans ce domaine). De même, plus ils sont âgés, plus les Français ont le sentiment que la situation en matière de goût s'est détériorée.
- concernant le prix, les Français déplorent massivement une augmentation du coût de la vie (79% d'entre eux estiment que la situation en matière de prix s'est dégradée). Ce sentiment domine quel que soit le profil des interviewés en termes démographique, sociologique ou culturel.

Les Français ont confiance en la qualité des aliments produits en France

Au cours de la présente étude, il a en effet été demandé aux interviewés de juger le niveau de qualité de 17 familles d'aliments produits en France. La qualité des produits de chacune de ces familles a été jugée « bonne » voire « très bonne » par 6 à 9 Français sur 10.

La part des opinions positives est particulièrement élevée pour les fromages, les produits laitiers, les produits d'épicerie sèche, la viande rouge, le poisson et les œufs, dont la qualité est jugée « bonne » voire « très bonne » par plus de 9 Français sur 10.

La qualité du pain, de la volaille, des fruits et légumes, des charcuteries, des conserves, des produits surgelés et des jus de fruits est, quant à elle, jugée positivement par plus de 8 Français sur 10.

Partie 3 – Le regard des Français sur les risques alimentaires et les crises sanitaires

Les risques liés à l'alimentation

En matière de risque pour la santé des personnes, les Français placent l'alimentation en 3^{ème} position derrière l'abus d'alcool et le tabac.

Par ailleurs, les risques alimentaires qu'ils jugent les plus préoccupants sont avant tout des risques induits par des éléments qui échappent à leur contrôle (ex. : les OGM, les épidémies animales...).

C'est plutôt avec optimisme qu'ils envisagent l'avenir, puisque sans penser que les risques disparaîtront totalement, ils considèrent que, dans les prochaines années, les risques liés à l'alimentation seront de mieux en mieux maîtrisés.

Enfin, en matière d'informations liées aux risques sanitaires des aliments, les Français font particulièrement confiance aux professionnels de santé et aux associations de consommateurs.

Les Français ont le sentiment que l'abus d'alcool et le tabac font courir plus de risques à la santé qu'une mauvaise alimentation.

L'abus d'alcool et le tabac sont les deux facteurs de risques les plus clairement identifiés pour la santé (plus de 8 Français sur 10 les classent parmi les 3 éléments les plus préoccupants pour la santé).

Vient ensuite le fait d'avoir une mauvaise alimentation : seuls 6 Français sur 10 classent ce facteur de risque parmi les 3 éléments les plus préoccupants pour la santé.

C'est parmi les moins de 35 ans (67% des 15-24 ans et 63% des 25-34 ans), parmi les CSP + (58% des cadres supérieurs et 64% des professions intermédiaires) et parmi les diplômés du supérieur (65% contre 51% des personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat) que les risques liés à une mauvaise alimentation sont le plus mis en avant.

Les Français ont le sentiment qu'en matière d'alimentation, les risques pour leur santé sont davantage induits par des éléments placés hors de leur contrôle plutôt que par des éléments induits par leur propre comportement.

Ainsi, les OGM (ces derniers sont perçus par 19% des Français comme le 1^{er} facteur de risque pour la santé), les épidémies animales (17%), les traitements sur les cultures (15%), la présence de microbes / bactéries sur les produits alimentaires (15%) et les colorants ou les conservateurs (14%) sont les éléments qui, aux yeux des Français, sont les plus inquiétants pour la santé des personnes.

Une alimentation déséquilibrée et le dépassement des dates limites de consommation ne sont, eux, identifiés comme tout 1^{er} facteur de risque pour la santé que par 8% et 6% des Français.

Les Français se montrent plutôt optimistes en envisageant la manière dont les risques alimentaires seront gérés à l'avenir ; même s'ils ont le sentiment que le risque zéro ne pourra de toutes façons jamais exister.

Les Français estiment que les risques liés à l'alimentation seront de mieux en mieux maîtrisés dans le futur : 76% estiment que l'évolution des méthodes de production et les efforts des entreprises permettront à l'avenir de réduire les risques sanitaires des aliments. Quoique plus sceptiques, ils sont également une majorité (6 sur 10) à penser que les consommateurs sauront mieux gérer les risques alimentaires.

En parallèle, 93% estiment qu'on ne fera jamais totalement disparaître les risques alimentaires. Par ailleurs, les Français sont partagés sur la possibilité de faire disparaître toute crise liée à l'alimentation : seuls 60% des Français estiment que les crises sanitaires de l'alimentation disparaîtront avec le développement de la recherche et de l'expertise scientifique et 50% que ces crises disparaîtront avec l'accroissement des contrôles.

En matière d'informations liées aux risques sanitaires des aliments, les Français font avant tout confiance aux professionnels de la santé et aux associations de consommateurs.

- **En ce qui concerne les risques sanitaires des aliments, 92% des Français ont confiance en l'information véhiculée par les professionnels de la santé et 88% font confiance aux associations de consommateurs.**
- **Parmi les producteurs et les distributeurs, les Français font avant tout confiance aux agriculteurs** (confiance accordée par 74% des Français) **et aux petits commerçants** (73%). Les Français se montrent plus sceptiques face aux industriels de l'alimentation (41% seulement), d'une part, et aux grandes surfaces (52%) d'autre part.
- **Parmi les acteurs institutionnels, c'est aux services de contrôles départementaux** (73%), **aux ministères de la Santé et de l'Economie** (67%) **et au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche** (66%) **que les Français font le plus confiance.** En revanche, ils ont du mal à identifier clairement le rôle que peuvent avoir les institutions européennes (14% des personnes interrogées ne se prononcent pas lorsqu'on leur demande si elles font confiance aux institutions européennes en matière d'information liée aux risques sanitaires des aliments).

Nota : S'agissant spécifiquement du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, il apparaît que les 15-24 ans (71%), les cadres supérieurs (72% contre 64% des ouvriers et des professions intermédiaires) et les habitants des grandes agglomérations (75% des habitants de l'agglomération parisienne contre 61 % des habitants des communes rurales) expriment une plus grande confiance à l'égard du Ministère que les autres catégories de la population.

L'information en période de crise sanitaire

Plus que la quantité d'informations véhiculées en période de crise sanitaire, c'est le contenu de ces informations qui tend à être remis en cause.

Pour 6 Français sur 10, la quantité d'information diffusée en période de crises sanitaire est suffisante.

Plus précisément, 28% d'entre eux estiment qu'ils reçoivent « ce qu'il faut » et 31% estiment qu'ils reçoivent « trop d'information » (contre 38% qui estiment « ne pas recevoir assez d'information »).

Des différences d'appréciation apparaissent en fonction de l'âge et de la CSP des interviewés. Les plus jeunes et les ouvriers sont en effet plus nombreux que les autres à considérer qu'ils ne reçoivent pas assez d'information en période de crise sanitaire (parmi les moins de 50 ans, plus de 4 Français sur 10 déplorent un manque d'information contre 3 sur 10 chez les 50 ans et plus ; près de 5 ouvriers sur 10 se disent insuffisamment informés contre 4 personnes sur 10 dans les autres CSP).

En période de crise sanitaire, les Français souhaitent disposer d'informations concrètes, des informations liées avant tout à leur vie quotidienne.

Ainsi, si les Français, dans une large majorité (72%), estiment que les informations qui leur sont fournies en période de crise sanitaire sont utiles, plus de la moitié déplorent en même temps un excès de technicité (55% jugent les informations diffusées trop techniques) et un décalage entre les informations proposées et leurs besoins (pour 52% des Français les informations diffusées ne répondent pas aux questions qu'ils se posent).

Sur l'excès de technicité des informations véhiculées, on constate une forte différence d'appréciation en fonction des CSP et du niveau de diplôme. En effet, cet aspect est tout particulièrement mis en avant parmi les CSP modestes (64% des ouvriers et 59% des employés contre 39% des professions intermédiaires et 34% des cadres supérieurs) et parmi les moins diplômés (66% des personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat contre 39% des personnes ayant un niveau supérieur ou égal au baccalauréat).

Enfin, à peine un Français sur deux a confiance en l'information diffusée en période de crise sanitaire.

Ce scepticisme, qui s'inscrit dans une tendance globale de défiance à l'égard des institutions, traverse l'ensemble de la population, quels que soient les profils sociologiques ou démographiques des Français.

Conclusion

La 1^{ère} vague de ce baromètre de la perception de l'alimentation aura donc permis :

- de dresser un 1^{er} bilan des habitudes alimentaires des Français ;
- d'identifier le lien que ces derniers font entre l'alimentation et la santé et de recueillir leur opinion sur le niveau de qualité des produits alimentaires mis à leur disposition, tout en mesurant la confiance qu'ils accordent aux principaux acteurs intervenant dans le domaine de l'alimentation ;
- de mieux cerner la manière dont les Français perçoivent les risques alimentaires et l'information qui leur est livrée en période de crise sanitaire.

Les résultats issus de cette 1^{ère} vague ont été analysés en fonction de divers critères (sexe, âge, CSP, niveau de diplôme, niveau de revenus, région d'habitation et nombre de personnes au foyer notamment).

Les différences d'opinions et de comportements qui ont ainsi pu être constatées sur certains thèmes en fonction du profil des Français montrent à quel point il s'avère pertinent de mettre en œuvre des actions de communication adaptées aux différentes catégories de la population.

A ce titre, au regard des habitudes alimentaires qu'elles décrivent et de l'insatisfaction qu'elles expriment à l'égard des informations véhiculées en période de crise sanitaire, une vigilance toute particulière doit notamment être portée, en matière de communication, sur les messages délivrés auprès des CSP modestes.

La prochaine vague de ce baromètre sera l'occasion pour le Ministère d'observer l'évolution des opinions et des comportements des Français en matière d'alimentation (et notamment de mesurer l'impact d'éventuelles actions de communication qui auront pu être mises en œuvre). Elle sera également l'occasion d'explorer de nouvelles thématiques définies en fonction des besoins du Ministère.